

Revue du MAUSS

Revue trimestrielle

SOMMAIRE / N° 13 / NOUVELLE SÉRIE / TROISIEME TRIMESTRE 1991

Présentation : Droite ? Gauche ?	3
Olivier MONGIN	
<i>Les eaux troubles de la conflictualité politique</i>	13
Michel MAFFESOLI	
« <i>Secessio plebis</i> »	21
Edgar MORIN	
<i>Les maîtres mots</i>	33
Alain de BENOIST	
<i>Droite ! Gauche !</i>	37
Jean-Marie VINCENT	
<i>De la gauche domestiquée à la gauche critique</i>	41
Jacques BIDET	
<i>L'approche métastructurelle du couple conceptuel droite /gauche...</i>	46
Chantal MOUFFE	
<i>Droite/gauche</i>	53
Bernard GUERRIEN	
<i>Résolument à gauche</i>	57
Serge LATOUCHE	
<i>Le MAUSS est-il apolitique ?</i>	61

PISTES, ESQUISSES ET CONTROVERSES

Jean JACOB	
<i>L'appât anti-économisme de la nouvelle droite</i>	74
Alain CAILLÉ	
<i>Questions à Alain de Benoist</i>	92
Alain de BENOIST	
<i>Réponses</i>	107
Pascal COMBEMALE	
<i>How much is too much ?</i>	132
Jean-Pierre BRES	
<i>Contre la défense de la démocratie</i>	140

CHRONIQUE DES SAVOIRS ET DE LA RECHERCHE

Philippe d'IRIBARNE	
<i>L'économie « pure », cas limite d'une socio-économie</i>	143
Henri DENIS	
<i>L'économie politique et le tournant auquel de l'histoire</i>	147
Daniel GENTET et Jérôme MAUCOURANT	
<i>La question de la monnaie en Égypte ancienne</i>	155

BIBLIOTHEQUE

Par Alain CAILLÉ, Bernard GUERRIEN, Ahmet INSEL et Serge LATOUCHE.....	165
---	-----

Revue du MAUSS

Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales

CONSEIL DE PUBLICATION : Cengiz Aktar, Rigas Arvanitis, Louis Baslé, Jean-Luc Boilleau, Hubert Brochier, Giovanni Busino, Annie L. Cot, Henri Denis, Mary Douglas, Jean-Pierre Dupuy, François Fourquet, Michel Freitag, Roger Frydman, Jacques T. Godbout, Marc Guillaume, Jérôme Lallement, Bruno Latour, Claude Lefort, Louis Moreau de Bellaing, Chantal Mouffe, Thierry Paquot, Jean-Claude Perrot, Wolfgang Sachs, Alfredo Salsano, Jean-Michel Servet, Lucien Scubla, Paulette Taieb, Annette Weiner.

COMITÉ DE RÉDACTION : Marc Anspach, Gérald Berthoud, Guy Béney, Pierre Bitoun, Pascal Combemale, Bernard Guerrien, Paul Jorion, Serge Latouche, Pierre Lantz.

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION : Alain Caillé.

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION : Ahmet Insel.

Les manuscrits sont à adresser à : Revue du MAUSS, La Découverte, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris.

La *Revue du MAUSS* est publiée par une association 1901. En devenant membre de l'association, vous serez tenu au courant de ses activités. Adhésion : 50 F par an (chèque à l'ordre du MAUSS à adresser à La Découverte).

DROITE ? /GAUCHE ?

Le MAUSS est-il de droite ou bien de gauche? La réponse pouvait sembler évidente: de gauche, bien sûr! Encore fallait-il expliquer en quoi, pourquoi et pour quoi. A tenter de réfléchir à la question en mettant à contribution les forces de réflexion des revues qui accepteraient de jouer le jeu avec nous, au lieu de se borner à tenir la réponse pour acquise, bien des obscurités et des incertitudes sont apparues que cet exposé liminaire n'a pas la prétention de dissiper.

On ne pourra pas éviter de débiter par quelques considérations malheureusement trop axiomatiques et abstraites. Posons donc que l'ordre politique a pour objet empirique premier la suppression de la guerre entre les membres de la polittie et la préparation à la virtualité de la guerre contre les étrangers à la polittie. La pacification interne suppose que la société fasse prévaloir l'unité sur la division. Jusqu'à récemment, les sociétés humaines y sont parvenues en plaçant le pouvoir à distance d'elles-mêmes, subordonnant ainsi toutes les divisions particulières, de sexe, d'âge, de classe — les divisions horizontales en quelque sorte —, à la division générale — verticale, si l'on veut — qui sépare, à l'occasion des affaires qui concernent tout le monde, ceux qui commandent et ceux qui obéissent. Peuvent être qualifiés de démocratiques les régimes dans lesquels l'obéissance ne procède pas de la terreur face à la violence physique ou symbolique, mais du consentement. Dans les démocraties archaïques, le consentement se forme à partir de la croyance partagée en l'extériorité et en une forme ou une autre de naturalité de la Loi. Au moins en principe, et même si elles menacent en permanence de rebasculer dans l'imaginaire de la naturalité, notamment économique et technicienne, les démocraties modernes naissent et vivent de la reconnaissance simultanée 1°) de l'immanence radicale de la Loi à l'interaction humaine, et donc de son arbitraire foncier; 2°) de l'inéluctabilité de la division entre les hommes. Autrement dit, assumant le fait même de la division et se refusant à le travestir dans la division entre ce qui serait sacré et ce qui ne le serait pas, affirmant que rien n'est sacré, elles se vouent à la tâche paradoxale et périlleuse de tisser leur unité de leurs divisions mêmes. Historiquement, durant les deux siècles qui ont été nécessaires au parachèvement du travail de modernisation, c'est-à-dire à la liquidation de tout ce qui enracinait

encore la vie humaine dans un monde fait de traditions héritées, entre, disons, la fin du XVIII^e siècle et la fin du XX^e siècle, la division centrale entre les hommes s'est, à titre principal, annoncée, structurée et jouée sous la forme de l'opposition entre la droite et la gauche. Et celle-ci, à son tour, au moins au coeur de la période, s'est superposée assez étroitement à l'opposition entre les classes possédantes et les classes dominées. Ou plutôt, entre leurs représentants respectifs. Mais dès lors que, par hypothèse constitutive de la démocratie moderne, personne n'est par nature et en droit affecté irrémédiablement et sans espoir au nombre des dominants ou à celui des dominés, dès lors également que s'est à peu près fait jour la possibilité effective d'un accès au pouvoir des représentants de ceux d'en bas, il devait devenir clair que le seul fait empirique de l'affrontement entre les classes et leurs intérêts immédiats est insuffisant à lui seul à conférer un sens à l'action et au débat politiques. Et plus insuffisant encore lorsque, comme c'est le cas à présent, les identités imaginaires de classe, ces formes affaiblies des « états » de l'Ancien Régime, se dissolvent. Assurément, il n'est pas indifférent, aujourd'hui encore, de savoir si les deniers publics doivent être affectés en priorité au secours des plus pauvres ou au renflouement des entreprises les plus prospères. Mais l'effet à long terme sur le sort des plus démunis de chacune de ces deux politiques reste sujet à discussions et, en tout état de cause, il serait difficile de ranger, par exemple, les dames patronnesses ou les Petites Soeurs des pauvres sous l'étiquette de la gauche du seul fait qu'elles visent à soulager au coup par coup une misère trop criante. Parce que le politique moderne ne se structure pas seulement de l'affrontement empirique des groupes empiriques mais plus encore de l'épreuve qu'il fait de l'arbitraire qui préside aux conventions et aux institutions humaines, et donc de l'indétermination radicale dont il procède, il est également le lieu d'affrontement de visées normatives concurrentes, et les parties qui s'y opposent ne revêtent elles-mêmes d'identité définie que des visées normatives dont elles se font les supports et les tenants. Impossible donc, pour le dire plus simplement, de définir la droite et la gauche sans tenter de spécifier les valeurs dont elles seraient respectivement les championnes. Mais, aussi bien, est-ce là une tâche redoutable.

Il est banal, mais toujours instructif, de remarquer qu'aucun thème ou aucune valeur déterminée ne peuvent être considérés comme spécifiquement de droite ou de gauche de manière sûre et

univoque¹. Ni l'amour de la patrie ni l'anticolonialisme ou l'anti-capitalisme, ni la défense des humbles, ni le respect de la loi ni enfin, contrairement à ce qu'affirme Laurent Fabius, la morale. Formulons à nouveau les choses de manière abstraite. Par-delà ou en deçà de l'affrontement des intérêts empiriques, les hommes des sociétés démocratiques sont en conflit parce qu'il n'existe pas de commun dénominateur axiologique susceptible de réduire les valeurs et les fins dont les uns et les autres se réclament à une valeur suprême unique et partagée². A titre d'hypothèse de travail, posons encore qu'il existe quatre grands buts normatifs du politique, quatre valeurs ultimes au sens de Max Weber, qui s'organisent en deux couples d'oppositions. La politique peut s'assigner comme objectif de réaliser la *liberté* ou bien l'*appartenance* — l'autonomie ou la solidarité si l'on préfère —, d'une part; et, d'autre part, elle peut viser à accroître l'*égalité* entre les sociétaires ou bien à faire tendre ceux-ci vers une forme ou une autre de *perfection*. L'objectif empirique de l'ordre politique, notions-nous au départ, est la réalisation de la paix entre les membres de la société que la politique unifie. Il doit être clair maintenant que cet objet empirique n'est accessible que pour autant que la politique s'organise non seulement selon une dimension normative, celle de l'arbitrage entre les forces en présence, mais aussi selon une dimension normative, celle de l'arbitrage entre les valeurs ultimes qui s'affrontent. C'est de sa capacité à effectuer ce double arbitrage que dépendent sa légitimité ou son illégitimité³.

1. Ce que démontrait déjà parfaitement David CAUTE, il y a une trentaine d'années, dans *La Gauche en Europe depuis 1789* (Hachette, coll. « L'univers des connaissances », 1965). Le seul invariant du discours de la gauche, concluait D. Caute, est la revendication de la « souveraineté du peuple ». Il est frappant de constater que cette notion n'évoque plus rien chez personne aujourd'hui.

2. L'erreur centrale de l'utilitarisme réside au contraire dans son postulat d'unidimensionnalité et de réductibilité axiologiques radicales. Toutes les valeurs seraient traduisibles, en dernière analyse, dans le langage de la recherche du bonheur collectif calculable.

3. La thèse utilitariste selon laquelle le but ultime du politique consiste dans la maximisation du bonheur pour le plus grand nombre possible n'est pas tant fautive que creuse et tautologique. Elle ne nous dit pas si le bonheur réside dans l'égalité, dans la perfection, dans la liberté ou dans l'appartenance. Ou encore dans une combinaison déterminée de ces quatre valeurs. En pratique, elle suppose qu'il passe par la maximisation du revenu monétaire, posé ainsi comme commun dénominateur pratique et condition de possibilité effective de toutes les fins humaines envisageables. Ce par quoi l'utilitarisme tend irrésistiblement à dégénérer en un économicisme qui ne lui est pas intrinsèquement coextensif.

A l'évidence, aucune de ces quatre valeurs ultimes, partiellement compatibles et partiellement antithétiques, n'est spécifiquement de droite ou de gauche. En procédant à une analyse plus fouillée et sophistiquée, il serait probablement possible de déduire le champ de l'ensemble des positions politiques concevables, et de retrouver ainsi en théorie celles qui se sont effectivement manifestées dans l'Histoire, en posant la question des types et des échelles de sujet auxquels sont imputées les quatre valeurs ultimes. La liberté, l'égalité, la solidarité ou la perfection doivent-elles être poursuivies par et pour des sujets individuels, par des groupes, des classes, des nations, des cultures ou par l'humanité entière? Il est possible, par exemple, d'être hostile au postulat de l'égalité ou de la liberté des individus, et de valoriser l'égalité et la liberté de principe des cultures. Ce qui est approximativement la position d'une certaine nouvelle droite. Il est possible, au contraire, de postuler la liberté et l'égalité de principe des individus mais de considérer que les diverses cultures sont absolument inégales, seule tendant vers la perfection incomparable cette culture qui affirme la valeur éminente de la liberté concrète et de l'égalité abstraite des individus. On aura reconnu le libéralisme. Mais il est d'autant moins question d'entrer ici dans ce type d'analyse complexe que la caractéristique la plus saillante de l'opposition droite/gauche est justement de prétendre faire l'économie de cette complexité en subsumant de façon simple et définitive toutes les oppositions possibles. C'est une telle prétention qui, de toute évidence, a désormais fait long feu.

Il est temps maintenant de présenter les tenants et les aboutissants du numéro qu'on va lire et qui, quant à son thème central, l'opposition droite/gauche, s'organise en deux parties principales; la première est consacrée aux réponses à deux questions que nous avons posées à des directeurs de revue : 1) « L'opposition de la droite et de la gauche fait-elle encore sens pour vous aujourd'hui dans le domaine de l'action politique ? » Et 2) « Fait-elle sens et doit-elle faire sens dans le domaine de la pensée ? » La seconde partie thématique est consacrée à un échange avec *Alain de Benoist*, le « pape » de la nouvelle droite française (ou plutôt de la frange anti-libérale de celle-ci). Nous n'aurions sans doute pas eu l'envie de consacrer un numéro au problème posé par l'opposition de la droite et de la gauche s'il ne nous était revenu aux oreilles qu'ici et là, à droite et à gauche justement, on considérait le MAUSS comme idéologiquement et politiquement peu clair. Suspect de gauchisme post-soixante-huitard pour les uns, de droitisme archaïsant pour les autres. Le principal argument brandi à l'appui de cette seconde al-

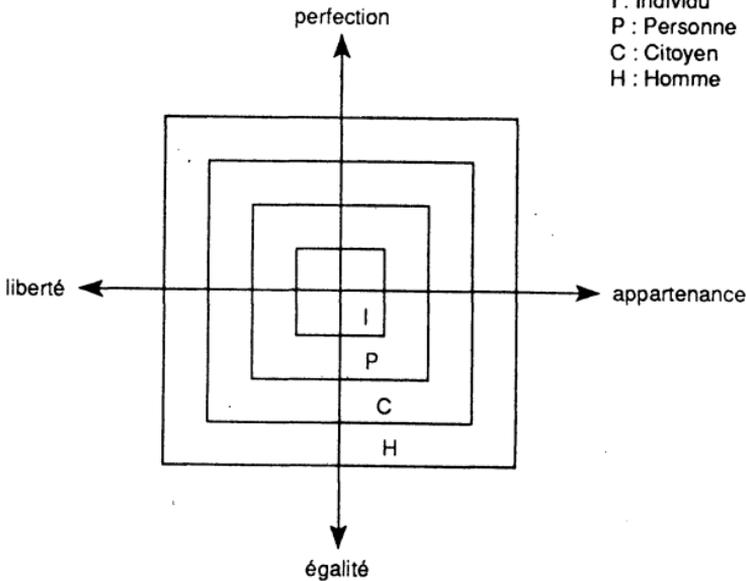
légation évoque le fait qu'il est arrivé à Alain de Benoist et à ses amis de dire du bien du MAUSS et des écrits de certains des piliers de celui-ci. Comme tous les membres du MAUSS viennent de l'horizon de la gauche, et s'y tiennent encore pour la plupart, il faut avouer que cela nous a fait un curieux effet. Au point de nous amener à consacrer un numéro entier de l'ancienne série du *Bulletin du MAUSS* (n° 20) à certaines mises au point... et de récidiver avec celui-ci. Mais il était hors de question de nous limiter à une explication avec la nouvelle droite que nous n'avons nulle envie d'ériger en notre interlocuteur privilégié. Bien plutôt convenait-il de pousser le débat au fond en interrogeant les catégories mêmes de droite et de gauche. Ce pour quoi nous n'étions qu'à moitié bien armés, personne dans les rangs du MAUSS ne pouvant légitimement prétendre au titre de politologue émérite. La solution la plus simple et la plus intéressante nous a semblé être de faire partager notre interrogation par ceux qui, comme nous, tentent d'alimenter le débat public et politique en publiant une revue. Ont accepté de se livrer à l'exercice périlleux qui consiste à traiter de problèmes ambigus et compliqués en quelques pages: *Michel Maffesoli*, directeur de la revue *Sociétés* (Méridiens-Klincksieck), *Olivier Mongin*, directeur de la revue *Esprit*, Jacques Bidet, directeur d'*Actuel Marx* (PUF), Edgar Morin, directeur de *Communications*, Alain de Benoist, directeur de *Nouvelle École* et de *Krisis* et Jean-Marie Vincent, directeur de *Futur antérieur* (L'Harmattan). Qu'ils soient tous sincèrement et chaleureusement remerciés.

Le premier résultat de cette petite investigation, le plus important peut-être en un sens, est que, à peu de chose près, n'ont répondu que ceux qui peuvent être classés à gauche (à l'exception évidente d'A. de Benoist et probable de Michel Maffesoli). D'autres directeurs de revue contactés se sont finalement dérobés soit sous couvert d'absence d'intérêt pour le sujet, soit sous celui de sa difficulté, soit, plus simplement, par « manque de temps ». Il est hors de question de résumer ici des argumentations parfois complexes et divergentes. Mais on ne peut pas ne pas noter la certitude apparemment partagée par toutes les contributions, plus ou moins explicitement selon les cas, celle que, au moins dans ses termes traditionnels, l'opposition de la droite et de la gauche a cessé de faire sens. A quoi l'auteur de ces lignes se permettra d'ajouter qu'à poser la question autour de lui il a été surpris de constater à quel point des personnes qui lui paraissaient à coup sûr devoir être de gauche, et se seraient sans doute dites telles il y a encore un an, se disent désormais indifférentes à la question. A

cette perte de sens, il est possible de trouver de nombreuses raisons. La principale raison immédiate tient sans doute à l'étiollement croissant de l'ordre du politique, à la dissolution de la figure du citoyen et à la perte générale d'intérêt envers les discours de pouvoir qui conduit à la *secessio plebis* analysée par Michel Maffesoli. Les multiples conflits partiels qui font la trame de l'existence sociale paraissent de moins en moins susceptibles d'être rapportés à un macro-conflit central, si bien que la droite et la gauche, qui étaient les agents de cette centralisation et en tiraient leur raison d'être en retour, semblent irrémédiablement obsolètes et comme « à côté de la plaque ». La question mériterait d'être posée de savoir si cette évolution, plus encore qu'à l'usure des grands récits, à la technicisation du politique et à la complexification-diversification des sociétés modernes, ne tient pas à cette caducité croissante de l'État-nation et à l'estompage corrélatif des frontières de la politique, des frontières entre les amis et les ennemis, qu'entraîne la mondialisation des principaux déterminants de l'existence sociale moderne. Cette mondialisation n'aboutit-elle pas à vider de sens tous les espaces publics concevables? Ceux qui y interviennent semblent, en effet, totalement impuissants à maîtriser des processus que n'impulse aucun sujet palpable et repérable et qui, de toute façon, se déroulent à une échelle hors de portée des sujets humains concrets. Quoi qu'il en soit, il est clair que le résultat de l'évolution est une fragmentation apparemment de plus en plus irrémédiable de l'action sociale en des sphères éclatées dont il y a tout lieu de penser que le politique centralisé qu'a connu la modernité ne parviendra plus jamais à les unifier à nouveau. Faut-il le déplorer? Il est permis de supposer que ceux qui n'ont pas voulu répondre à nos questions ont décliné l'offre parce qu'ils croient ou subodorent que ce déclin du politique est sans remède. Les auteurs qui ont répondu, au contraire, placent leurs espoirs dans sa possible renaissance, sous une autre forme et avec d'autres enjeux. Mais il faut avouer qu'ici on ne voit guère apparaître lesquels seraient à même de réanimer un espace public moribond.

Et le MAUSS? Il convient tout d'abord de noter que, lors de la réunion à une petite dizaine qui a décidé de la préparation de ce numéro, la pertinence de l'opposition droite/gauche n'a nullement été récusée et tout le monde s'est situé clairement, voire « résolument » comme *Bernard Guerrien*, à gauche. Et pourtant *Serge Latouche*, absent à cette réunion, n'a pas tort de dire que l'opposition est largement indifférente à l'esprit du MAUSS, si

tant est que le MAUSS ait un esprit et que celui-ci soit unique⁴. Cette contradiction apparente ou réelle ne doit pas surprendre puisque, on l'a vu, elle semble largement partagée. Est-il possible, toutefois, de tenter de la dépasser ? Peut-être, en nous tournant à nouveau vers le double couple de valeurs ultimes évoquées tout à l'heure. Qu'on ne saurait réduire les unes aux autres mais qu'il faut néanmoins dialectiser. Est irrecevable en effet, croyons-nous, toute idéologie politique qui tend à fétichiser, ou inversement à scotomiser l'une ou l'autre de ces valeurs. Irrecevable, par exemple, le discours qui prône la liberté sans se soucier ni de la solidarité ni de l'égalité, et sans préciser en vue de quel type de perfection elle doit s'exercer. Irrecevables également les discours qui privilégient l'affirmation de l'égalité en soi au détriment de l'autonomie ou du souci de permettre aux personnes d'affirmer leur valeur. A cette dialectisation des fins doit correspondre une dialectisation symétrique des niveaux de subjectivité qui, là encore, interdisent de fétichiser ou de scotomiser soit la figure de l'*individu*, soit celle de la *personne*, membre de groupes primaires d'appartenance, soit celle du *citoyen*, membre de la politique, soit celle, enfin, de l'*homme* en tant que tel, considéré dans sa dimension à la fois la plus abstraite et la plus concrète. Le schéma de cette double dialectisation paraît ressembler à ceci :



4. B. Guerrien et S. Latouche peuvent être considérés comme s'exprimant au nom du MAUSS. Dans quelle catégorie ranger *Chantai Mouffe*, qui est collaboratrice du MAUSS mais aussi de nombreuses autres revues ?

et se dire ainsi: l'ordre politique doit viser (et reposer sur) l'égalité de sujets libres de tendre vers la perfection qui leur semble souhaitable à la fois en tant qu'individu, que personne, que citoyen et qu'être humain⁵.

Telle quelle, cette formulation n'est bien évidemment ni de droite ni de gauche. Mais peut-être éveillera-t-elle quelque intérêt chez ceux qui se sont réclamés ou se réclament de la gauche si on ajoute que la valeur cardinale et régulatrice est celle qui, à bien des égards, est la moins séduisante, la plus soupçonnable d'emprunter à la psychologie du ressentiment ou aux circularités du désir mimétique, et de menacer de déboucher sur des despotismes catastrophiques, la valeur de l'égalité.

On comprendra mieux pourquoi en disant quelques mots, pour finir, de l'échange avec A. de Benoist, qui compose la seconde partie thématique de ce numéro. On l'a dit, le MAUSS est parfois taxé de visées aristocratiques ou réactionnaires proches de celles qui sont également imputées à A. de Benoist et à ses amis. Ce soupçon s'est notamment cristallisé sous la forme d'un article de Jean Jacob publié dans *Les Temps modernes* (avril 1990), qui mettait en garde contre les dangers de l'anti-économisme du MAUSS en raison de ses connivences possibles avec l'anti-économisme de l'Église et de la nouvelle droite. Il faut dire que cet article a passablement agacé ceux d'entre nous qui étaient ainsi offerts au soupçon d'impureté démocratique. Mais, au-delà des réactions épidermiques, il ne fallait pas hésiter à poser les questions frontalement et au fond. D'où ce numéro et la place accordée ici à *Jean Jacob* qui dénonce l'inspiration traditionaliste-fascisante, notamment à travers l'oeuvre de Julius Evola, de A. de Benoist⁶. Moi-même (A. C.), dans une sorte de lettre ouverte, j'ai tenté d'exprimer ce qui me fait problème dans la position de la nouvelle droite. L'exercice s'est révélé plus long et ardu que je l'imaginai tout d'abord car la voie est étroite pour qui désire ne se refuser à aucun débat mais entend pour autant ne rien céder sur l'essentiel. Or, en la matière, où est l'essentiel? On laissera le lecteur libre d'apprécier si A. de Benoist répond effectivement aux questions posées⁷.

5. En quoi cette formulation est-elle « anti-utilitariste », pourra-t-on demander? Il nous semble qu'elle l'est mais il serait trop long et compliqué d'expliquer ici pourquoi.

6. A. de Benoist, qui a eu connaissance du texte de J. Jacob, n'a pas souhaité y répondre.

7. Quoi qu'il en soit, il convient de remercier A. de Benoist d'avoir accepté de jouer à ce jeu d'autant plus ingrat pour lui qu'il impliquait qu'il accepte d'occuper la position d'accusé.

Dans l'ensemble, tel n'est pas mon sentiment. Le point central sur lequel il me semble glisser et ne pas argumenter est celui qui a trait, justement, à la question de l'égalité. Au sens tocquevillien, avant de constituer un régime politique déterminé, la démocratie moderne est d'abord constituée par la force irrépessible avec laquelle se manifeste la demande d'égalité des conditions et de reconnaissance de l'égalité foncière de tous les hommes. Tocqueville, on le sait, ne cache pas les appréhensions légitimes que lui inspire cette aspiration égalitaire dans laquelle il voit le vecteur trop probable d'un despotisme mou et avilissant. Mais, quoique nostalgique des valeurs aristocratiques de sa classe, il conclut qu'il est dénué de sens de prétendre parler et agir au nom d'autre chose que cette dynamique égalitaire qui, de toute façon, doit tout balayer sur son passage. Tout au plus doit-on tenter de l'endiguer habilement pour éviter les plus dramatiques de ses crues. S'il vaut la peine de dialoguer avec A. de Benoist, c'est parce que, à de nombreux égards, parmi tous ceux qui se situent dans la descendance intellectuelle de Nietzsche et Heidegger, il est sans doute l'un des plus conséquents. Au moins n'hésite-t-il pas à formuler certaines des implications, notamment politiques, de ce type de pensée, que d'autres ne semblent pas vouloir regarder en face. Or, le point commun à toutes les critiques, souvent fondées, que cette mouvance intellectuelle diffuse adresse à la modernité consiste dans l'identification du désir d'égalité avec la métaphysique de la subjectivité, âprement condamnée comme faute philosophique suprême, et dans l'impasse à peu près complète faite sur la question de savoir à partir de quoi paraît bien être édifié un ordre social et politique plus vivable. Le souvenir de l'être toujours déjà perdu? La reviviscence du mythe et des vieux dieux fatigués? Le surhomme? L'espoir d'un dieu à venir qui seul paraît nous sauver? Tout cela est-il bien raisonnable ? Si l'égalité incarne la valeur cardinale de la modernité, c'est parce que son exigence a une vertu critique immédiate. Elle montre aussitôt au plein jour l'arbitraire congénital de toutes les hiérarchies, passées, présentes ou futures, et permet d'objecter au critique de la critique égalitaire en acte: « Fort bien ! L'égalitarisme est dévastateur, en effet, le plus souvent illusoire, il est vrai, mais quel type d'inégalités vouiez-vous donc créer ou recréer, au nom de quoi, et quelle place vous assignez-vous donc à vous-même dans la hiérarchie que vous appelez de vos vœux ? » Ou, pour le dire différemment, c'est à travers l'exigence d'égalité que se manifeste le plus pleinement la dimension d'auto-engendrement du rapport social et donc la liber-

té humaine collective. Aux ravages entraînés par les excès de l'égalité il n'existe pas de remèdes autres que ceux qui s'accordent à sa logique et au souci de la rendre conciliable avec les exigences de la liberté, de la perfection et l'appartenance. C'est seulement lorsque la passion égalitaire rend pleinement conscient de l'arbitraire absolu sur lequel reposent toutes les institutions et les conventions humaines qu'il est possible de bâtir dans l'arbitraire relatif en posant la seule question qui vaille, celle de savoir comment identifier un monde pleinement humain qui soit viable à long terme. Il est probable que la réponse à cette question implique la réhabilitation après coup de certaines formes de vie léguées par la tradition, ce répertoire des réponses pratiques qui résultent de siècles d'expérience pratique. Mais cette légitimation ne peut venir logiquement qu'après la critique égalitaire radicale, et non la précéder ou la remplacer. Et elle suppose que, à la question de savoir ce qui est humainement désirable, on ne se satisfasse pas des réponses juridiques, morales ou religieuses qui se déploient aujourd'hui dans le cadre des débats relatifs à la bioéthique ou à l'écologie notamment, encore moins des réponses à prétention scientifique, mais qu'on reconnaisse qu'il n'est de réponse qui tienne que celle qui se donne sous la forme du questionnement, jamais achevable, des fins ultimes en quoi consiste la délibération politique. Or, de toutes les espèces en voie de disparition, la délibération politique est peut-être une des plus menacées. L'agonie du clivage de la droite et de la gauche en est le symptôme le plus marquant. Et si la nouvelle opposition structurante dont l'époque a tant besoin, celle qui serait susceptible de prendre le relais de l'antagonisme de la droite et de la gauche, était justement celle qui, pour commencer, placera d'un côté ceux qui estiment que le politique est mort et enterré, et que c'est bien ainsi, et, de l'autre, ceux qui croient que la condition humaine moderne ne peut faire l'économie de l'incertitude sur les fins de l'action parce que la fin de l'incertitude, contrairement aux apparences, est la pire menace qui guette l'humanité. N'est-ce pas là, au fond, l'idée sur laquelle pourraient s'accorder tous ceux qu'il faut encore remercier d'avoir bien voulu nous répondre?

A. C.

P. S.: L'abondance des matières nous a contraints à reporter la rubrique « Héritages ».